



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 6 février 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, année 2005 et décembre 2005	2
L'activité vigoureuse observée dans le secteur de la construction au Canada s'est poursuivie en 2005, la valeur totale des permis de construction ayant dépassé la barre des 60 milliards de dollars pour la première fois, grâce au sommet atteint en décembre.	
Estimations du nombre de familles de recensement, 1er juillet 2005	7
Enquête annuelle sur l'hébergement des voyageurs, 2004	7
Liquides de gaz naturel et gaz de pétrole liquéfiés, avril à septembre 2005	7

Nouveaux produits	8
--------------------------	---



Communiqués

Permis de bâtir

Année 2005 (données provisoires) et décembre 2005

L'activité vigoureuse observée dans le secteur de la construction au Canada s'est poursuivie en 2005, la valeur totale des permis de construction ayant dépassé la barre des 60 milliards de dollars pour la première fois, grâce au sommet atteint en décembre. En fait, plusieurs sommets annuels et mensuels ont été atteints.

Les entrepreneurs ont pris pour une valeur record de 60,7 milliards de dollars de permis de bâtir l'année dernière, soit 9,3 % de plus que l'ancien sommet de 55,6 milliards de dollars atteint en 2004. Le niveau observé en décembre uniquement (6,3 milliards de dollars) représentait aussi un sommet. Le niveau annuel de la valeur des permis a augmenté pendant 10 années consécutives.

Les intentions de construction ont atteint des niveaux records en 2005 dans chaque province, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador, au Québec et au Manitoba.

La forte croissance observée en 2005 était principalement attribuable aux projets d'investissements records dans le secteur non résidentiel, ces derniers s'étant établis à 22,0 milliards de dollars, en hausse de 17,6 % comparativement à 18,7 milliards de dollars en 2004.

La valeur des permis de construction non résidentielle a augmenté dans chaque province, sauf au Québec et au Manitoba, mais ce sont les économies vigoureuses de l'Alberta et de la Colombie-Britannique qui ont expliqué la majeure partie de ce gain. Si ces provinces avaient été exclues, la valeur annuelle des permis de construction non résidentielle aurait progressé de seulement 3,3 %.

Dans le secteur de l'habitation, la valeur des permis a crû de 5,1 % en 2005 pour atteindre 38,7 milliards de dollars, grâce à une forte demande de nouveaux logements multifamiliaux. La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux est demeurée à peu près inchangée. Une fois de plus, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont été à l'origine de cette croissance, car la valeur des permis de construction résidentielle a chuté de 1,5 % dans l'ensemble des autres provinces et des territoires.

La demande de logements neufs est sans aucun doute demeurée vigoureuse en 2005. Les municipalités ont autorisé la construction de 238 830 nouveaux logements, ce qui représente une faible baisse de 1,1 % par rapport à 2004, mais tout de même le deuxième total en importance depuis 1987.

Note aux lecteurs

Les données mensuelles du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Les totaux annuels correspondent à la somme des données mensuelles non désaisonnalisées et sont provisoires.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 350 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant l'autre 5 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

À l'échelon régional, des augmentations de la valeur totale des permis d'au moins 10 % ont été observées dans toutes les régions métropolitaines des trois provinces de l'Ouest. Les hausses annuelles enregistrées à Calgary, à Edmonton et à Vancouver ont largement dépassé les augmentations dans les autres régions métropolitaines, grâce à de fortes croissances des composantes résidentielle et non résidentielle. À l'opposé, Toronto et Montréal ont affiché les plus importantes diminutions.

Secteur non résidentiel : Les trois composantes affichent de fortes progressions

Chacune des trois composantes a contribué à l'année record des intentions de construction non résidentielle.

Les permis de construction commerciale ont atteint un niveau inégalé de 12,0 milliards de dollars, soit 18,5 % de plus qu'en 2004 et un deuxième sommet annuel consécutif. La valeur record des permis de construction d'hôtels et de restaurants et les fortes intentions de construction d'immeubles à bureaux expliquent cette progression considérable.

La composante institutionnelle a affiché une hausse de 17,4 % pour atteindre 6,0 milliards de dollars, ce qui constitue également un sommet. Cette croissance s'explique principalement par de fortes intentions de construction dans les catégories des établissements d'enseignement et des immeubles à vocation médicale.

Les intentions de construction industrielle ont crû de 15,1 % en 2005 pour atteindre 4,0 milliards de dollars, soit la plus faible hausse annuelle parmi les trois catégories. Le principal facteur à l'origine de cette

augmentation a été les projets de construction d'usines de fabrication et ceux des catégories des services publics et de transports.

À l'échelon provincial, la plus forte hausse annuelle (en dollars) a été enregistrée en Alberta, où la valeur des permis dans le secteur non résidentiel a fait un bond de 68,8 % pour atteindre le sommet de 4,2 milliards de dollars, grâce à des gains dans chacune des trois composantes. En Colombie-Britannique, la valeur des permis de construction non résidentielle a affiché une hausse fulgurante de 54,7 % pour s'établir à 3,2 milliards de dollars.

Des gains ont été enregistrés dans 20 des 28 régions métropolitaines de recensement dans le secteur non résidentiel l'année dernière. La plus forte hausse a été observée à Calgary (+78,1 %), où la valeur des permis a atteint 1,6 milliard de dollars et où chacune des trois composantes a affiché une hausse. Cette importante progression s'explique principalement par de fortes intentions de construction dans la catégorie des immeubles à bureaux. La valeur des permis de construction non résidentielle a également crû considérablement à Vancouver où elle a augmenté de 36,8 % pour atteindre 1,7 milliard de dollars.

La construction d'immeubles non résidentiels a bénéficié des faibles taux d'intérêt tout au long de 2005, même si les entrepreneurs ont dû faire face à un accroissement des coûts de construction, ce qui a exercé un effet d'entraînement supplémentaire sur les sommes investies. Les fortes ventes au détail, les hauts niveaux d'utilisation de la capacité industrielle et l'affaiblissement du taux d'inoccupation des bureaux dans plusieurs centres ont également contribué à ces bons résultats.

Logement : La demande se tourne vers les logements multifamiliaux

L'année dernière, la demande dans le secteur résidentiel s'est tournée vers les logements multifamiliaux. En effet, ceux-ci ont représenté 48,9 % de tous les nouveaux logements dont la construction a été autorisée, en hausse par rapport à 46,0 % l'année précédente. Il s'agit du pourcentage le plus élevé depuis 1982, année où il s'est établi à 51,2 % de l'ensemble des nouveaux logements.

La demande de logements unifamiliaux a chuté de 6,3 % en 2005, les municipalités ayant approuvé la construction de 122 090 nouveaux logements unifamiliaux.

En dépit de la baisse du nombre de logements, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a crû de 1,0 % pour atteindre 25,2 milliards de dollars, en raison de l'augmentation des prix.

Par ailleurs, ces hausses de prix ont donné lieu à une évolution de la demande vers les logements multifamiliaux. Les municipalités ont autorisé la construction de 116 740 logements multifamiliaux, soit 5,1 % de plus qu'en 2004, le total le plus élevé depuis 1977.

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux s'est élevée à 13,5 milliards de dollars, en hausse de 13,5 %.

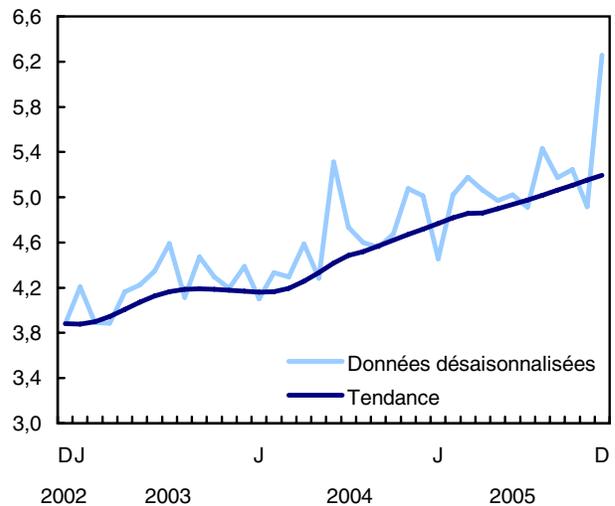
Les faibles taux hypothécaires, la croissance de l'emploi à temps plein, l'économie dynamique dans l'Ouest canadien et un niveau élevé d'immigration ont également contribué aux excellents résultats de l'année dernière dans le secteur résidentiel.

Décembre 2005 affiche de nombreux sommets

En décembre, la valeur des permis de construction a atteint un niveau inégalé de 6,3 milliards de dollars, soit 27,4 % de plus qu'en novembre et 15,3 % de plus que l'ancien sommet mensuel de 5,4 milliards de dollars atteint en août.

La valeur totale des permis a dépassé la barre des 6,0 milliards de dollars

En milliards de dollars



La forte progression observée en décembre est survenue en raison d'un important bond du nombre de projets multifamiliaux approuvés à Toronto. Afin d'éviter des frais d'aménagement supérieurs, plusieurs permis provenant de demandes reçues plus tôt ont dû être émis avant la fin de 2005. De plus, le coût d'obtention des permis de bâtir a été frappé d'une augmentation qui a débuté en janvier 2006.

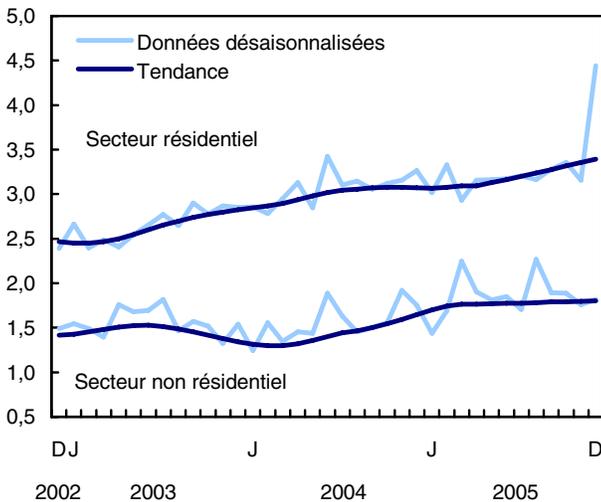
En décembre seulement, Toronto a émis pour 1,2 milliard de dollars de permis de bâtir, soit plus de quatre fois la moyenne mensuelle de 288 millions de dollars observée au cours des 11 premiers mois de l'année.

À l'échelon provincial, de nouveaux sommets mensuels ont été atteints en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique.

Dans le secteur de l'habitation, la valeur des permis a atteint le sommet de 4,4 milliards de dollars en décembre, soit 40,8 % de plus qu'en novembre et 29,7 % de plus que le précédent sommet observé en juin 2004. Dans le secteur non résidentiel, les intentions ont crû de façon plus modérée (+3,3 % pour une valeur totale de 1,8 milliard de dollars), grâce à des gains dans les composantes commerciale et institutionnelle.

La valeur des permis résidentiels augmente massivement

En milliards de dollars



La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a plus que doublé pour atteindre un niveau record de 2,0 milliards de dollars, ce qui est bien au-dessus de l'ancien sommet de 1,3 milliard de dollars observé en juin 2004. De plus, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a crû de 9,0 % pour se situer à 2,44 milliards de dollars, ce qui représente également un niveau record. Ce total a dépassé le sommet précédent de 2,41 milliards de dollars atteint en décembre 2004.

En plus des résultats exceptionnels enregistrés en Ontario du côté du logement, de nouveaux sommets mensuels ont été atteints en décembre en ce qui a trait

aux intentions de construction résidentielle en Alberta (659 millions de dollars) et en Colombie-Britannique (796 millions de dollars). Dans ces deux provinces, les composantes unifamiliale et multifamiliale ont contribué aux excellents résultats.

Le secteur non résidentiel a repris de la vigueur en décembre, après trois baisses mensuelles consécutives, ayant affiché une hausse de 3,3 % pour atteindre 1,8 milliard de dollars, sept provinces ayant enregistré une augmentation.

La composante commerciale a mis fin à deux baisses mensuelles, ayant enregistré une augmentation de 13,2 % (pour une valeur totale de 1,1 milliard de dollars). C'est l'Alberta qui a affiché la plus forte croissance dans ce secteur, les intentions de construction ayant augmenté particulièrement du côté des immeubles à bureaux.

La valeur des permis de construction institutionnelle a crû de 3,7 % pour atteindre 454 millions de dollars. Les établissements d'enseignement et de services sociaux ont été à l'origine de cette croissance.

La valeur des permis de construction industrielle a chuté de 24,3 % pour s'établir à 267 millions de dollars, ce qui représente un deuxième repli mensuel consécutif et le plus faible niveau en 10 mois. Toutes les catégories industrielles ont affiché une baisse.

Ces statistiques vont dans le sens de la dernière Enquête sur les perspectives du monde des affaires de Statistique Canada, qui indiquait que les fabricants étaient légèrement plus prudents qu'au trimestre précédent dans leurs prévisions pour le premier trimestre de 2006.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de décembre 2005 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 15 \$ / 156 \$) paraîtra sous peu.

Le communiqué sur les permis de bâtir de janvier 2006 sera diffusé le 6 mars.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Brad Sernoskie au (613)951-4646 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (bdp_information@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement¹

	Novembre	Décembre	Novembre	Janvier	Janvier	Janvier-décembre
	2005 ^r	2005 ^p	à	à	à	2004
			décembre	décembre	décembre	à
	données désaisonnalisées			données non désaisonnalisées		
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	21,6	23,4	8,2	375,7	343,2	-8,7
Halifax	47,5	35,0	-26,3	608,6	584,5	-4,0
Saint John	10,3	10,5	1,6	117,8	145,8	23,7
Saguenay	12,2	2,4	-80,2	125,5	161,4	28,6
Québec	71,6	130,5	82,4	1 132,1	1 205,9	6,5
Sherbrooke	11,3	12,4	9,2	241,1	231,7	-3,9
Trois-Rivières	14,4	19,0	31,2	187,2	195,2	4,3
Montréal	461,7	366,9	-20,5	6 232,7	5 820,9	-6,6
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	185,1	125,5	-32,2	2 265,7	2 243,9	-1,0
Ottawa-Gatineau (partie du Québec)	31,0	30,8	-0,7	569,4	413,2	-27,4
Ottawa-Gatineau (partie de l'Ontario)	154,1	94,8	-38,5	1 696,3	1 830,8	7,9
Kingston	15,2	12,8	-15,4	228,9	191,4	-16,4
Oshawa	88,9	38,1	-57,2	730,3	902,3	23,6
Toronto	828,6	1 841,2	122,2	12 148,9	11 385,2	-6,3
Hamilton	65,7	80,4	22,3	962,4	1 071,2	11,3
St. Catharines-Niagara	35,1	32,2	-8,2	539,8	501,7	-7,1
Kitchener	76,5	110,6	44,6	973,5	934,3	-4,0
London	58,7	59,7	1,6	838,0	816,8	-2,5
Windsor	37,6	29,9	-20,6	572,2	519,8	-9,2
Greater Sudbury / Grand Sudbury	8,6	5,2	-39,9	135,2	174,0	28,7
Thunder Bay	8,1	3,4	-58,6	115,3	121,1	5,0
Winnipeg	81,6	56,2	-31,2	748,3	688,8	-8,0
Regina	51,4	23,5	-54,2	241,6	275,3	14,0
Saskatoon	20,0	42,5	112,3	279,4	366,3	31,1
Calgary	380,7	444,5	16,8	2 856,9	3 921,3	37,3
Edmonton	237,1	298,8	26,1	2 027,8	2 936,0	44,8
Abbotsford	29,0	13,8	-52,6	196,3	305,5	55,6
Vancouver	444,0	507,9	14,4	4 842,8	5 643,6	16,5
Victoria	56,1	41,7	-25,7	537,3	708,8	31,9

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaine de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Novembre	Décembre	Novembre	Janvier	Janvier	Janvier-décembre
	2005 ^r	2005 ^p	à	à	à	2004
	données désaisonnalisées		décembre	décembre	décembre	à
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
	données désaisonnalisées			données non désaisonnalisées		
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	4 915,3	6 260,1	27,4	55 578,6	60 745,2	9,3
Résidentiel	3 155,0	4 441,3	40,8	36 833,4	38 704,6	5,1
Non résidentiel	1 760,4	1 818,8	3,3	18 745,1	22 040,7	17,6
Terre-Neuve-et-Labrador	32,8	33,2	1,1	501,2	494,1	-1,4
Résidentiel	26,0	25,4	-2,5	360,1	330,5	-8,2
Non résidentiel	6,8	7,8	15,1	141,2	163,7	16,0
Île-du-Prince-Édouard	21,2	17,2	-18,9	223,8	244,1	9,0
Résidentiel	15,9	14,6	-8,6	137,1	131,7	-3,9
Non résidentiel	5,3	2,7	-49,7	86,8	112,4	29,5
Nouvelle-Écosse	96,4	97,9	1,6	1 125,8	1 188,3	5,6
Résidentiel	73,5	69,3	-5,7	757,4	783,0	3,4
Non résidentiel	22,9	28,6	24,9	368,4	405,3	10,0
Nouveau-Brunswick	59,7	56,7	-5,1	797,3	833,6	4,6
Résidentiel	36,8	41,4	12,4	482,0	480,1	-0,4
Non résidentiel	22,9	15,3	-33,1	315,4	353,5	12,1
Québec	875,1	897,5	2,6	11 629,6	11 334,0	-2,5
Résidentiel	603,4	601,8	-0,3	7 970,6	7 886,4	-1,1
Non résidentiel	271,7	295,7	8,8	3 659,0	3 447,6	-5,8
Ontario	1 836,8	2 854,9	55,4	23 905,3	24 079,4	0,7
Résidentiel	1 121,3	2 131,9	90,1	15 214,0	14 916,0	-2,0
Non résidentiel	715,5	723,0	1,1	8 691,3	9 163,4	5,4
Manitoba	125,7	94,2	-25,1	1 150,4	1 130,5	-1,7
Résidentiel	93,4	62,2	-33,4	675,6	696,4	3,1
Non résidentiel	32,4	32,0	-1,2	474,8	434,1	-8,6
Saskatchewan	94,9	98,7	4,0	770,0	905,3	17,6
Résidentiel	48,5	37,7	-22,3	401,8	396,8	-1,2
Non résidentiel	46,4	61,0	31,3	368,1	508,5	38,1
Alberta	949,0	1 053,1	11,0	7 327,1	10 208,4	39,3
Résidentiel	565,4	658,8	16,5	4 864,2	6 050,7	24,4
Non résidentiel	383,6	394,2	2,8	2 462,9	4 157,7	68,8
Colombie-Britannique	805,6	1 051,9	30,6	7 938,7	10 158,2	28,0
Résidentiel	568,0	796,3	40,2	5 868,9	6 956,8	18,5
Non résidentiel	237,5	255,5	7,6	2 069,8	3 201,4	54,7
Yukon	15,9	3,4	-78,7	75,9	67,0	-11,8
Résidentiel	2,3	1,1	-52,2	38,2	36,5	-4,5
Non résidentiel	13,6	2,3	-83,3	37,8	30,5	-19,1
Territoires du Nord-Ouest	1,9	1,0	-44,0	105,3	69,7	-33,7
Résidentiel	0,1	0,4	296,1	46,7	28,2	-39,7
Non résidentiel	1,8	0,6	-63,8	58,5	41,6	-29,0
Nunavut	0,3	0,6	66,3	28,1	32,6	15,7
Résidentiel	0,3	0,6	66,3	16,9	11,5	-31,8
Non résidentiel	0,0	0,0	...	11,3	21,1	87,0

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

... N'ayant pas lieu de figurer.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Estimations du nombre de familles de recensement

1^{er} juillet 2005

Il est maintenant possible de connaître les estimations du nombre de familles de recensement au 1^{er} juillet 2005 pour le Canada, les provinces et les territoires.

À l'exception des territoires, ces estimations sont réparties selon la structure de la famille (époux-épouse ou monoparentale), la taille, le groupe d'âge des enfants, le groupe d'âge de l'époux et de l'épouse des familles époux-épouse ainsi que selon le groupe d'âge et le sexe du parent dans le cas des familles monoparentales.

Ces estimations sont fondées sur les effectifs du Recensement de 2001 redressés du sous-dénombrement net.

Données stockées dans CANSIM : tableau 051-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3606.

Il est possible de consulter les données dans la publication *Statistiques démographiques annuelles*, 2005 (91-213-XIB, 60 \$; 91-213-XPB, 134 \$), qui paraîtra le 29 mars.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-2320 (demographie@statcan.ca), Division de la démographie. Télécopieur : (613) 951-2307. ■

Enquête annuelle sur l'hébergement des voyageurs

2004 (données révisées)

Les données de 2004 pour le secteur de l'hébergement des voyageurs (catégorie 721 du SCIAN, qui comprend

les hôtels et les hôtels-motels, les motels et les autres industries de l'hébergement) ont été mises à jour et révisées. Ces données offrent des renseignements relatifs aux recettes, aux dépenses, aux salaires et aux traitements, ainsi qu'à la marge bénéficiaire.

Données stockées dans CANSIM : tableau 351-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2418.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Veronica Utovac au (613) 951-0813 (veronica.utovac@statcan.ca), Division des industries de service ■

Liquides de gaz naturel et gaz de pétrole liquéfiés

Avril à septembre 2005

Il est maintenant possible de connaître les données sur l'approvisionnement et la demande de liquides de gaz naturel et de gaz de pétrole liquéfiés pour les mois d'avril à septembre 2005.

Données stockées dans CANSIM : tableau 132-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 7524.

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Exportations par marchandise, novembre 2005,
vol. 62, n^o 11
Numéro au catalogue : **65-004-XMB** (40 \$/387 \$).

Exportations par marchandise, novembre 2005,
vol. 62, n^o 11
Numéro au catalogue : **65-004-XPB** (84 \$/828 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

catalogue 11-001-XIF (97) (50) (000461)

Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 9 février 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** Malgré le ralentissement des services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements par semaine (par les autobus de transport urbain, soit le réseau le plus largement utilisé) au cours des 25 derniers jours.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** Au regard de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises combinée en 1996 a été considérablement plus faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Enquête sur les anticipations à court terme 10
- Aléas en termes personnels, septembre/novembre 01 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistiek Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.